



CSG ET COTISATIONS SOCIALES

Le président de la République et son gouvernement entendent supprimer une partie des cotisations sociales des salariés (chômage et maladie) en contre partie d'une hausse de la CSG.

Selon le gouvernement, cette mesure viserait à faire en sorte que « le travail paie ». Et le ministère de l'économie estime que cette mesure permettrait un gain de pouvoir d'achat de l'ordre de 20 euros par mois pour un smic, le gain augmentant avec le salaire.

Contrairement à ces affirmations, avec cette mesure d'inspiration libérale, les salariés risquent d'être perdants au bout du compte.

En effet, le gain de pouvoir d'achat promis est en trompe-l'œil, car cette mesure remet en cause notre modèle social.

De plus, elle oppose les « actifs » aux retraités et réduira le pouvoir d'achat de ces derniers. En effet, avec cette hausse de CSG, les retraités ayant des revenus supérieurs à 1 200 euros par mois pour un célibataire et 1 840 euros pour un couple verront leurs pensions amputées de plusieurs dizaines d'euros par mois.

La baisse des cotisations en contre partie de la hausse de la CSG va dans le sens d'un changement profond de notre modèle social qui a toujours été fondé d'abord sur le travail. Les conséquences en seront un affaiblissement de la Sécurité sociale, avec un risque de dégradation de la qualité des services et une élévation de leurs coûts.

La hausse du salaire net résultant de la baisse des cotisations pourrait aussi peser sur les négociations salariales. Les employeurs pourraient, en effet, en faire un prétexte pour s'opposer aux revendications des salariés, rendant ainsi les négociations salariales encore plus difficiles.

Autre pénalisation, les gains promis seront encore réduits pour les salariés car la CSG va augmenter dès le 1er janvier, alors que la baisse des cotisations sera étalée sur l'année 2018.

La CGT récuse des mesures qui, prétextant le pouvoir d'achat, remettent en cause notre modèle social et opposent les actifs aux retraités, alors que le seul vrai moyen d'augmenter le pouvoir d'achat, sans affaiblir notre modèle social et sans opposer les uns aux autres, est d'augmenter les salaires. Et c'est possible car, chaque année, on crée plus de richesses en France. Mais ces gains vont vers les profits et les hauts revenus. Ainsi, depuis le début du siècle, la moitié des richesses supplémentaires créées en France est orientée vers les 10 % les plus riches. Et la France demeure championne de la distribution des dividendes en Europe, devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

La CGT appelle à la grève et à la manifestation le 12 septembre 2017

